

La communication dans le processus du développement durable en milieu rural.

AKA Niamkey

Université Alassane Ouattara

Introduction

Le développement durable, loin d'être un concept à la mode, est une réalité dont les enjeux appellent les humains à la révision drastique de leur comportement vis-à-vis de la nature qui les environne. Ces enjeux qui sont à la fois politique, environnemental, social et économique sont aussi communicationnels. Du marketing à la publicité, de la communication institutionnelle aux campagnes publiques de sensibilisation, les messages du développement durable doivent faire l'objet d'une attention particulière. Si l'objectif du développement durable est « de répondre aux besoins du présent, sans compromettre la capacité pour les générations futures de satisfaire les leurs » (BRUNDTLAND Gro Harlem, 1988, p.51), le rôle de la communication dans cet élan s'avère plus que nécessaire. Il s'agit en tout état de cause, de créer une communication tout aussi durable afin de mettre toutes les sociétés au même niveau d'information pour la sauvegarde et le respect de l'environnement, du développement économique et de la mise en place d'une justice sociale avec la participation de tous les citoyens. Il s'agit non pas de réorienter les objectifs de la communication mais de lui donner une base à la fois théorique et pratique dans l'espace et le temps en vue de créer les conditions de sa durabilité. Si l'objectif majeur du développement durable est de faire évoluer la société et les mentalités pour la préservation sur le long terme des ressources naturelles, la communication aura pour principe d'informer et de sensibiliser sur les risques que court la planète du fait des activités des hommes.

I- La place de la communication dans le développement durable

1.1 Les enjeux du développement durable

Le développement durable est un processus de transformation des mentalités vis-à-vis de l'exploitation des ressources naturelles. C'est aussi la révision des investissements, l'orientation des changements techniques et institutionnels pour les besoins des populations actuelles et des générations futures. Cette vision repose sur trois piliers essentiels; la qualité environnementale, l'efficacité économique, l'équité sociale. Ces trois éléments sont intimement liés, car, ils se rapportent tous à la qualité de la vie de l'homme et de son environnement.

Selon les chercheurs réunis au sein du Groupe International d'Étude du Climat (GIEC), la qualité de l'environnement se trouve fortement perturbée. Le monde connaît un bouleversement climatique dû essentiellement aux activités humaines. Ce bouleversement a pour conséquences majeures, le réchauffement climatique, l'élévation du niveau de la mer, l'inondation, le dérèglement du climat, la disparition de plus 20 à 30 % des espèces animales et végétales et la modification des écosystèmes. Ces effets résultent de la production d'énergie à partir de charbon ou de pétrole, de l'industrie et du transport qui provoquent les émissions à effets de serre, de dioxyde de carbone et la pollution de la nature. On constate aujourd'hui que les pays occidentaux produisent énormément de déchets qui sont par la suite déversés, sans traitement dans les cours d'eau, polluant ainsi les ressources animales et végétales. Pour prévenir les éventuelles catastrophes, il a été instauré le concept du développement durable dont l'objectif est de promouvoir un modèle de croissance qui n'entrave ni la prospérité des pays développés encore moins le rattrapage des pays en développement, mais, induit la réduction de l'exploitation des ressources naturelles.

A cet effet, le développement durable va s'intéresser à tous les domaines de l'activité humaine afin de protéger l'homme contre ses propres agissements tout en ne freinant pas son développement.

Du point de vue économique, il s'agit d'assurer une gestion saine et durable sans préjudice pour l'environnement et le social. Ainsi, la production d'énergie doit se faire de façon parcimonieuse avec les ressources naturelles non renouvelables que sont le pétrole, l'eau, les gaz, et les minerais. Quant à la production d'énergie polluante, elle doit être limitée dans le temps et dans l'espace et faire place aux énergies renouvelables telles que le solaire, la biomasse, les éoliennes, l'hydro-électricité, la géothermie et l'aérothermie. Au niveau agricole, l'activité économique ne doit pas perdre de vue la préservation de la qualité de la terre. Il faut de ce point de vue, éviter d'utiliser de façon abusive les engrais et les pesticides, favoriser la production de déchets réutilisables et réduire l'impact de l'activité sur l'écosystème. Ici, on se rend bien compte que la dimension économique est fortement liée à la dimension environnementale constituant le deuxième pilier du développement durable. Car, en matière de la qualité environnementale, il s'agit de préserver les ressources naturelles à long terme, en maintenant les grands équilibres écologiques et en limitant leur impact sur la vie de l'homme. Cette nouvelle politique que conduit le développement durable aura pour objectif de limiter la déforestation et la désertification afin de sauvegarder les espèces naturelles et la couche d'ozone.

Dans cette même optique, on constate que le fossé entre les plus riches et les plus pauvres s'élargit de jour en jour. Les politiques économiques qui ont cours depuis plusieurs décennies n'ont guère amélioré la situation des plus démunis, créant ainsi des inégalités du point de vue du développement et de la croissance. C'est pourquoi, un changement profond dans les relations économiques internationales s'impose afin de promouvoir un commerce équitable et demander aux entreprises de prendre en compte les conditions du développement durable. Pour les pays pauvres, l'annulation de la dette et l'augmentation des investissements s'avèrent indéniables afin de leur assurer des profits à long terme.

En ce qui concerne l'équité sociale, il s'agit de satisfaire les besoins essentiels de l'humanité en logement, alimentation, santé et éducation, en réduisant les inégalités entre les individus, dans le respect de leurs cultures.

Pour répondre positivement à ces préoccupations de l'humanité afin de garantir au monde une vie décente, des principes ont été édictés. Il s'agit entre autres de faire prévaloir la solidarité entre les pays, les peuples, les générations, et les membres d'une société par le partage des ressources de la terre en pensant aux générations futures. A ce niveau, il est recommandé d'économiser les matières premières pour que le plus grand nombre en profite. Il a également été décidé de prendre toutes sortes de précaution, dans l'exploitation des énergies, afin de ne pas causer de catastrophes sur l'environnement et la santé des êtres. C'est pourquoi, la participation de chacun s'avère impérieuse quelle que soit sa profession ou son statut social, afin d'assurer la réussite des projets durables. Dès lors, la responsabilité de chacun est engagée et le développement durable exige la démocratie et la participation effective de tous: c'est ce qu'on appelle la démocratie participative. Décideur, citoyen, industriel, agriculteur, chaque entité doit faire sa part dans l'amélioration des conditions de vie de l'humanité de sorte que celui qui abîme, dégrade ou pollue, répare les préjudices. Car, selon les nations unies (1972):

L'homme a un droit fondamental à la liberté, à l'égalité et à des conditions de vie satisfaisantes, dans un environnement dont la qualité lui permette de vivre dans la dignité et le bien-être. Il a le devoir solennel de protéger et d'améliorer l'environnement pour les générations présentes et futures. Par ailleurs, le développement économique et social est indispensable si l'on veut assurer un environnement propice à l'existence et au travail de l'homme et créer sur la terre des conditions nécessaires à l'amélioration de la qualité de la vie.

Le développement durable exprime les enjeux auxquels devront répondre des modes de production et de consommation responsables dans une société respectueuse des individus et de l'environnement. Cette ambition ne se réalisera que si l'on mène ensemble les combats contre tout ce qui pourrait dégrader l'humanité, en privilégiant la solidarité dans la gestion durable des ressources pour la disparition des déséquilibres sociaux et économiques. Et si le développement durable est l'affaire de tous, il est alors une affaire locale, nationale et internationale. De ce point de vue, l'objectif premier du développement durable doit être la formation et l'information de citoyens autonomes et responsables connaissant leurs droits et devoirs et conscients des enjeux de l'environnement et du développement durable et sensibilisés aux impératifs de solidarité entre les peuples et entre les générations. Les citoyens doivent être capables de se forger une opinion fondée sur des arguments et participer à la vie de la cité. Cette culture du développement durable ne peut être acquise que par une politique de communication qui met en avant le rôle du citoyen dans la survie de l'humanité.

1.2 Rôle de la communication dans le processus du développement durable en milieu rural

Les projets de développement durable ne peuvent atteindre leurs objectifs que si les acteurs concernés s'impliquent résolument en partageant leurs savoirs et techniques. Tant que les populations ne deviendront pas le moteur de leur propre développement, aucun apport d'investissement, de technologie ou de facteurs de production ne pourra, à lui seul, améliorer durablement leurs niveaux de vie. Cette idée pose le problème de la participation effective de la population dans les programmes de développement. A ce titre, le PNUD dans son rapport sur le développement humain en 1993 précisait que « La participation de la population devient le problème central de notre époque » et la communication est l'instrument incontournable de la participation. Dès lors, la communication se positionne comme l'instrument incontournable pour faire des cibles, les principaux acteurs des programmes et susciter leur adhésion à l'évolution du monde dans la perspective de la démocratisation des outils de développement économique et social.

La crise écologique et environnementale que traverse l'humanité amène à approfondir les réflexions sur le mode de vie et de consommation de l'homme, et sur sa manière de travailler: « Les êtres humains sont en train de détruire les autres espèces et leur milieu naturel à une vitesse et à une échelle sans précédent » (*The Ecologist*, avril 2001, page 34).

« Si nous détruisons les conditions favorables dont nous jouissons maintenant sur la terre [í] les processus écologiques négatifs échapperont à notre contrôle et ils nous détruiront » (*The Futurist*, septembre-octobre 2001, page 30).

Ce constat exige un changement culturel et social profond pas toujours simple à appréhender et à accepter. De ce point de vue, la communication se trouve intimement liée au choix d'une société de consommation qui n'est plus adapté aux capacités de la planète : elle doit donc questionner d'autant plus ses fondamentaux et ses objectifs, afin d'adapter ses pratiques. Il est plus facile d'adopter une démarche de changement lorsque l'on comprend le bien fondé et la nécessité de le faire. Car Les scientifiques reconnaissent que ce qui est mis en jeu, n'est rien moins que la survie de l'homme, et que nous n'avons que 30 à 50 ans pour renverser ces tendances menaçantes. Ils concluent que « nous devons agir maintenant, pour réduire ces répercussions qui rendraient notre planète inhabitable ».

Le rôle de la communication est déterminant pour impulser un développement qui prenne en compte la dimension humaine dans la situation actuelle de l'humanité. Il s'agit de favoriser la communication dans tous les secteurs d'activité et à tous les niveaux afin d'amener les populations à prendre conscience de leur rôle dans le processus du développement durable.

Hugues KONE (1995) définit la communication pour le développement comme « l'ensemble des ressources, des techniques, des stratégies et des actions de communication utilisées dans le but de mener à bien un programme de développement, créer un environnement social favorable au développement, collecter, traiter et faire circuler toute information dans le sens du développement. »

Les populations par ce principe de la communication seront pénétrées des valeurs de leur milieu et comprendront les nouveaux enjeux de l'humanité. Selon Morris et Carnap l'essence de l'expérience humaine est relation et modèles de relations; l'homme n'a conscience de lui-même que par le biais de fonctions de relation dans lesquelles il est engagé.

En milieu rural, le principe de la communication pour le développement doit résider dans la maîtrise que l'on peut avoir des techniques culturelles afin de préserver à la fois la nature et la vie des hommes. C'est pourquoi, la participation effective des populations rurales à leur propre développement requiert une formation adéquate. Il s'agit de former des formateurs aux nouvelles méthodes et techniques agricoles afin de modifier leurs attitudes et comportements. L'utilisation effrénée des pesticides peut être réduite si les acteurs ont une connaissance des

conditions météorologiques. Cette connaissance peut jouer en faveur de la réduction drastique du coût de traitement sans altérer la qualité de la récolte. Cet état de fait est aussi important dans la sauvegarde du sol et de la nature. En effet:

La terre est la vraie richesse de l'Afrique subsaharienne (ASS). Ce continent est caractérisé par une très grande diversité d'écosystèmes naturels, qui hébergent des ressources telles que les sols, la végétation, l'eau et la diversité génétique. Ces éléments constituent la principale richesse naturelle de la région. Ils doivent être pérennisés afin que les populations africaines qui en tirent leur nourriture, l'eau, le bois, les fibres, les produits industriels et les fonctions et services des écosystèmes puissent continuer à y vivre. Dans le même temps, la terre fournit directement les moyens d'existence à 60 pour cent des personnes, au travers de l'agriculture, de la pêche en eau douce, de la foresterie et d'autres ressources naturelles. (Jacques DIOUF, Directeur Général (FAO 2004)).

La communication doit également s'appuyer sur les valeurs traditionnelles d'une société, aider les populations à comprendre les nouveaux enjeux, à s'y adapter et à acquérir les connaissances et compétences nécessaires pour faire face à ces enjeux. Elle permet également de diffuser de nouveaux messages sociaux à de très vastes audiences. En tout état de cause, la communication est l'instrument qui permet d'établir un dialogue et un débat social dans le contexte actuel en vue de profonds et importants changements. Elle permet à la population de s'engager résolument dans la participation effective du développement durable à travers des actes concrets dans son milieu de vie.

La communication pour le changement social met l'accent sur le dialogue en tant qu'élément essentiel aux fins du développement ainsi que sur la nécessité de faciliter la participation et l'accès à l'autonomie des communautés démunies. Cette forme de communication recourt à la communication horizontale, privilégie l'intégration des individus dans le processus en tant qu'acteurs du changement et crée les conditions pour un partenariat entre les différents intervenants. La communication pour le changement social privilégie les processus de dialogue permettant aux individus de surmonter les obstacles et de découvrir les moyens qui les aideront à réaliser les objectifs qu'ils se sont fixés. A ce niveau, ils expriment leurs opinions et leurs visions pour la réussite des programmes de développement. Cette approche de la communication est axée sur l'action collective des populations, source indéniable du changement social à long terme. Elle repose sur les principes de participation active, de

tolérance, d'auto-détermination, d'équité et de justice sociale permettant la prise de conscience.

Pour Paulo Freire, l'homme est capable de transcender et de recréer le monde par l'éducation. Selon lui: « L'éducation des opprimés doit naître de leur propre initiative, et non s'imposer à eux. Elle doit leur permettre de prendre conscience d'eux-mêmes, de leur possibilité d'action sur leur environnement. Il s'agit d'apprendre à l'homme à se libérer lui-même, à s'affranchir de la "colonisation de l'esprit", en proposant une "conception humaniste et libératrice de l'éducation" ».

Dès lors, on réalise que l'éducation est non seulement l'un des moyens d'expression les plus efficaces mais également l'instrument le plus sûr de prise de conscience. Elle permet un engagement plus profond des populations dans un développement plus adapté et durable. Yves Lenoir et Arturo Ornelas Lizardi (2007) affirment que « *La conscientização*, c'est-à-dire littéralement apprendre conscience et non rendre conscient, relève d'une démarche du sujet lui-même inséré dans des rapports sociaux ». Le processus de conscientisation, à la fois source et mouvement de libération, est conçu comme une prise en charge par le sujet apprenant, comme un cheminement progressif qu'il réalise et qui passe de la vision à la perception spontanée et naïve de la situation de vie et à la conscience critique et engagée. « Celle-ci requiert donc de sa part, pour émerger et se développer, sa participation à une pratique sociale » (Freire et Macedo, 2003). Ce processus permet aux êtres humains de mieux comprendre la réalité socioculturelle qui détermine leur existence et leur fournit, par le biais de la *praxis*, la capacité de transformer cette réalité.

La communication pour le développement durable doit aussi prendre en compte l'approche du développement fondée sur les droits de l'homme qui doit guider l'ensemble des activités des projets de développement. Le modèle de la communication pour le développement permet d'établir des priorités entre les besoins d'information et de communication des communautés et leurs intérêts à cet égard en s'appuyant sur divers moyens.

II- L'objet de la communication pour le développement dans le processus du développement durable

Le processus du développement durable en milieu rural tiendra compte des conditions de vie des populations rurales, de leur environnement, des conditions de production et de vente des produits de rentes et des cultures vivrières, du développement des infrastructures sanitaires et scolaires et de leur implication dans le schéma globale de développement. Ainsi, il s'agira de revisiter les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD):

- Réduction de l'extrême pauvreté ;
- Assurer l'éducation pour tous ;
- Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ;
- Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans
- Améliorer la santé maternelle
- Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies
- Assurer un environnement durable
- Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

La communication créera de ce point de vue, le cadre d'information et de communication nécessaire pour un développement endogène.

L'objectif du développement durable est de définir des schémas viables qui concilient les trois aspects économique, social et écologique des activités humaines: « trois piliers » à prendre en compte dans le processus du développement rural. La finalité du développement durable est de trouver un équilibre cohérent et viable à long terme entre ces trois enjeux en prenant en compte la dimension culturelle.

2.1 La dimension culturelle du développement durable en milieu rural

La culture est devenue depuis le sommet de Johannesburg, en 2002, le quatrième pilier du développement durable, aux côtés des piliers social, économique et environnemental.

En milieu rural, le développement durable ne peut prospérer que s'il intègre dans sa démarche cette dimension inhérente à la vie des populations, car la culture est le lieu de l'expression du savoir, du savoir-faire, de l'éducation et de l'apprentissage des valeurs. De ce point de vue, elle cultive et construit. Elle permet de comprendre la vie, de s'orienter et de se projeter. Dès lors, la durabilité dans ce contexte consistera à reconsidérer certaines pratiques culturelles et d'orienter les populations dans la marche du développement afin de leur permettre de se réaliser. C'est pourquoi, une culture repliée sur elle-même constitue un frein à tout développement et rend difficile, voire impossible l'adaptation à des changements profonds.

Les sociétés africaines ont un respect scrupuleux des valeurs traditionnelles, mais elles doivent admettre, pour leur développement, une certaine ouverture sur les autres cultures. Le faisant, elles forment avec les autres peuples une nouvelle société plus humaine, respectueuse de la diversité culturelle et apte à répondre au rendez vous de la mondialisation. Dès lors, il

s'agira de mettre en place un mécanisme de prise en charge équitable des besoins, de créer les conditions d'une gestion efficace du patrimoine et de prôner la prudence dans l'exploitation des ressources naturelles afin de répondre aux exigences du développement durable. C'est pourquoi, « cherchant des racines endogènes aux modèles de modernisation et aux systèmes intégrés de production, il s'agit de promouvoir le changement dans la continuité culturelle, traduisant le concept normatif de développement en une pluralité de solutions locales, propres à chaque écosystème, à chaque contexte culturel et à chaque site » Sachs (1997).

La vision du développement doit nécessairement s'adapter aux réalités culturelles. En milieu rural, la culture est le fondement du développement économique et social dans le respect des us et coutumes. De ce point de vue, l'adhésion à tout changement implique un dialogue, une négociation, qui vont conduire à prendre en compte non seulement les besoins prioritaires de la population, mais aussi ses pratiques, son savoir et ses techniques, qui contiennent bien souvent les solutions les plus appropriées et les mieux adaptées aux conditions du milieu. Ainsi pour qu'une incitation au changement soit perçue positivement, il faut, d'abord, qu'elle réponde aux aspirations des populations et, ensuite, que celles-ci y adhèrent effectivement, car

« si nous tenions à passer à l'offensive alors que les masses n'ont pas encore pris conscience, ce serait de l'aventurisme. Si nous voulons à toute force amener les masses à faire quelque chose contre leur gré, nous échouerons à coup sûr » (Mao, 1967: 78).

2.2 La dimension économique et sociale du développement durable en milieu rural

Les bouleversements dus à la mondialisation placent le développement rural et l'avenir des régions rurales sous de nouvelles perspectives. Selon la FAO et l'OCDE, « Il n'est plus possible de parler de développement local sans prendre en compte l'organisation et les exigences des marchés mondiaux. Les enjeux actuels du libre-échange pour les zones rurales sont de renforcer la compétitivité de leurs territoires et d'affronter la concurrence, et ceci tout en assurant une durabilité environnementale, économique, sociale et culturelle. »

Dès lors, l'économie agricole doit pouvoir s'adapter aux nouvelles dispositions mondiales. La durabilité de cette agriculture doit résider dans un processus de mécanisation. Il ne s'agit plus de produire avec des moyens archaïques, mais de moderniser tout le système afin de rendre la production agricole plus efficace et plus compétitive. Dans cette perspective, une formation des acteurs ruraux s'avère indispensable. Il s'agit de leur donner des rudiments dans les techniques culturales et surtout de leur apprendre à utiliser, à leur propre compte, les résultats des recherches agronomiques. L'ère des cultures extensives n'est plus à l'ordre du jour.

Cultiver sur de petites superficies en produisant intensément requiert une formation adéquate, rigoureuse et une technicité.

Dans cette optique, depuis quelques années et à l'instigation d'organismes internationaux tels que la Banque Mondiale, se fait jour la notion d'« accompagnement » d'un développement de type endogène, comme solutions à l'échec des méthodes directives qui, naguère, avaient cours dans le cadre de l'encadrement normatif des producteurs. Certes, selon la banque mondiale

des résultats spectaculaires ont été obtenus par l'approche autoritaire de services de vulgarisation orientés vers la prescription de solutions, sans trop se préoccuper de leur adaptation aux conditions locales, ni même d'obtenir l'adhésion préalable des agriculteurs en connaissance de cause. L'expérience a prouvé que les gains en productivité ainsi obtenus en quelques années n'étaient pas toujours durables, malgré le coût élevé, notamment en personnel, de telles approches.

C'est pourquoi, l'implication des populations rurales dans les projets tendant à améliorer leur condition d'existence et de production s'avère indéniable.

2.3 La dimension sanitaire et environnementale du développement durable en milieu rural

Les politiques de développement en Afrique ont souvent minoré les dimensions sanitaires dans les zones rurales.

La santé apparaît aujourd'hui comme une dimension essentielle du développement durable comme le prouve le principe 1 de la Déclaration de Rio de 1992: « Les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature ».

Pour les pays africains les plus pauvres, l'accès aux soins comme aux médicaments, la sous-alimentation ou l'accès à l'eau potable sont autant de problèmes cruciaux pour les populations locales. Selon l'OMS, des écarts entre le milieu rural et les zones urbaines apparaissent lorsque l'on se penche sur les indicateurs sanitaires. Ainsi, 85 % de la population urbaine et 45 % de la population rurale ont accès à l'eau potable. Quant à l'hygiène, 58 % de la population urbaine et seulement 28 % de la population rurale ont accès à des installations sanitaires améliorées.

Ces chiffres représentent certes une amélioration par rapport à 1990, particulièrement en zone rurale, mais beaucoup reste à faire lorsqu'on examine aujourd'hui le taux de croissance de la population rurale.

Dès lors, il s'agit d'amener les gouvernants à revoir leur politique de développement rural car, comme l'explique Jeanne Marie Amat-Roze, « la santé est devenue un enjeu du développement durable et le développement durable, un enjeu de société, planétaire et inscrit dans la durée pour ne pas compromettre les potentialités des générations futures ». Les infrastructures sanitaires constituent alors le gage de la préservation et de la sauvegarde des générations futures. Lorsqu'on considère les statistiques du VIH SIDA, on réalise que la moitié des personnes atteintes de cette maladie vit en zone rurale. Ainsi, si on n'y prend garde, la main d'œuvre agricole pourrait subir un énorme préjudice d'ici à 2020. Dans certaines régions, la maladie affecte considérablement les fondements de l'économie agricole et la sécurité alimentaire. On remarque de ce point de vue que les conséquences d'une mauvaise politique sanitaire sont à la fois sociales et économiques.

La préservation de l'environnement et de façon générale celle de la nature doit également être, dans le cas des populations rurales, une priorité. Le développement durable est une réponse aux inquiétudes pour la nature et ses ressources, inquiétudes face aux pollutions à l'industrialisation, à l'accroissement des populations, en quelque sorte revers de la médaille du progrès et de la science qui prennent un réel essor à l'époque des lumières.

Dans les pays forestiers, l'exploitation abusive de la forêt constitue aujourd'hui un danger réel. Les forêts naturelles de l'Afrique de l'Ouest subissent d'importantes transformations, depuis les années 70. On estime qu'entre 1990 et 2005, le couvert forestier de l'Afrique de l'Ouest a diminué au rythme de 1,2 million d'hectares par an, ce qui est nettement supérieur à la moyenne du continent. Il s'agit alors de freiner cette catastrophe. Pour se faire, les pouvoirs publics ont un rôle important à jouer auprès des exploitants forestiers et des paysans. En tout état de cause, la préservation de la nature est une des priorités du développement durable. Elle constitue l'épine dorsale de la survie de l'humanité. La sensibilisation des populations et la vulgarisation des principes du développement durable s'imposent alors comme l'objet central des projets de développement en milieu rural. C'est pourquoi, l'implication des médias dans cette phase d'information et de formation des populations rurales s'avère impérieuse pour relever le défi du développement durable.

III- Le choix des moyens de communication pour la sensibilisation au développement durable en milieu rural

3.1 Modèles de communication et de sensibilisation au développement durable

De nombreuses campagnes de sensibilisation destinées aux populations rurales ont souvent échoué parce que les concepteurs et les planificateurs ont une connaissance insuffisante des réalités du monde rural. Ces spécialistes n'ont pas souvent réussi à entraîner avec eux les ruraux ou n'arrivent pas à les atteindre parce que les objectifs définis ont souvent ignoré les opinions de ces derniers. Ainsi tout programme de communication en milieu rural doit tenir compte de plusieurs spécificités : les croyances, les coutumes, les expériences, les variables culturelles, éducatives, économiques et politiques. Il s'agit d'intégrer les populations dans la conception et la réalisation de ces programmes.

Pour bien cerner cette problématique des projets de développement dans le cadre du développement durable, la formation du citoyen autonome et responsable doit être une priorité fondamentale. Pour réussir cette ambition, la communication pour le développement pourrait utiliser le marketing social comme outil.

Le changement de comportement dépend de la mise en place de stratégies et de modèles de communication durable afin de permettre aux acteurs d'avoir un comportement tout aussi durable pour la pérennisation de leurs activités. En tout état de cause, il est essentiel de savoir comment encourager les citoyens et les collectivités à adopter des pratiques durables. Le marketing social communautaire met l'accent sur le contact personnel direct avec les membres de la collectivité et sur l'élimination des obstacles.

Le marketing social axé sur la collectivité a été développé par le Dr Doug McKenzie-Mohr, psychologue de l'environnement, comme moyen de favoriser les comportements durables. Il explique que lorsque chaque membre d'une collectivité utilise intelligemment les ressources, cela favorise à long terme le bien-être de la collectivité. Dr Doug McKenzie-Mohr affirme que: « pour favoriser la durabilité, il est essentiel d'exercer une forte influence sur la façon d'encourager de manière efficace les gens et les entreprises à adopter des comportements qui visent à respecter l'environnement ». De ce point de vue, le marketing social communautaire permet d'identifier le changement d'habitudes souhaité; de relever les obstacles possibles; de concevoir le programme et lancer un projet pilote auprès d'un faible pourcentage de la collectivité, puis d'évaluer et améliorer le programme périodiquement au fur et à mesure de sa mise en œuvre. Il représente un instrument fort important de la communication pour le

développement tant ses objectifs consistent à changer le comportement des populations cibles tout en les impliquant dans la conception et la réalisation de tout. C'est pourquoi, la mobilisation des partenaires autour des projets de développement s'avère indéniable. Le développement durable appelle nécessairement une vision commune des acteurs sur les objectifs à atteindre et les moyens pour y parvenir. Il ne s'agit plus seulement d'éviter d'épuiser les ressources naturelles ni de polluer l'environnement, mais de permettre à la population cible de se prendre en charge en vue d'améliorer son avenir.

A côté du marketing social communautaire, on peut aussi utiliser le modèle de la participation de l'audience. Ce modèle centré sur l'audience souligne la nécessité de démarrer et de terminer les activités avec l'audience cible (Koné Hugue: 1995). A ce propos, il est indispensable, de connaître et de comprendre le sujet faisant l'objet de l'action, le contexte dans lequel il se déroule, les besoins de la cible, les préférences en matière de communication et la formulation des objectifs mesurables. Ce modèle inclut également le choix des médias appropriés, la formulation et l'application d'une stratégie créative et persuasive, la préparation de messages adéquats, les techniques de pré-test des messages, le suivi et l'évaluation de l'impact des messages sur l'auditoire.

Connaître et comprendre le sujet faisant l'objet de l'action consiste ici à cerner les principes et fondements du développement durable afin de pouvoir orienter la cible. Cette approche permet une analyse approfondie au plan sociologique, technique, culturel, économique du sujet. La connaissance du développement durable en ces différents aspects contribuera à mieux saisir les perceptions différenciées de la population rurale et à comprendre le fondement de ses agissements vis-à-vis du milieu naturel.

Au niveau du contexte, c'est-à-dire l'environnement, objet de la campagne, le regard sera posé sur les modes et moyens d'existence des hommes et femmes : ressources, potentialités, contraintes, besoins, ainsi que les facteurs socioéconomiques structurant le milieu et influant sur sa dynamique. La connaissance du milieu permettra de mieux appréhender la problématique de l'action de communication.

En tout état de cause, l'exploration de ces deux composantes se conduit de manière interactive, et non de façon linéaire. La connaissance et la compréhension, tant du contexte que du sujet, sont intimement liées et des aller et retour permanents pour confronter et valider les données et les informations indispensables. Le niveau d'approfondissement de l'analyse en dépend, sachant que dès cette étape, l'opinion de la cible est importante pour

une analyse équilibrée des ancrages de l'action de communication. Il s'agit ensuite de déterminer les objectifs de la campagne de communication.

L'objectif principal de la communication ici, c'est la formation des populations aux principes du développement durable. Trois objectifs spécifiques peuvent être identifiés : amener les populations à une prise de conscience vis-à-vis des réalités environnementales et sociales ; opérer un changement de comportement des acteurs du milieu rural et former les populations rurales à l'autonomisation.

Après avoir déterminé les objectifs spécifiques mesurables, le choix des moyens de communication s'impose. Ce choix oriente la conception des messages et les techniques de pré-test.

3.2 Les moyens de communication pour la sensibilisation au développement durable

Les moyens de communication ne sont pas des fins en soi ; ce sont des instruments au service de l'action. Instruments multiples et variés, ils vont des médias ruraux et des groupements sociaux traditionnels aux nouvelles technologies de l'information en passant par les clubs d'écoute, les vidéos-forums, le théâtre débat, les visites-échanges, les formations et le partage de connaissance et d'expériences. Une combinaison de ces moyens est requise car aucun d'eux ne peut suffire pour atteindre le résultat souhaité. Il s'agit de créer une synergie entre les outils de communication interpersonnels et de masse, traditionnels et modernes, écrits et visuels, chacun ayant une puissance particulière.

Au niveau des médias, le choix doit impérativement être lié aux réalités du milieu. C'est pourquoi, dans un village caractérisé par la pauvreté, l'analphabétisme et l'absence d'infrastructure, la télévision et le support papier ne sont certainement pas les premiers moyens à retenir pour une action de communication. On se tournera vers la radio et les moyens traditionnels de communication tels que la danse, le chant, le théâtre, les proverbes, les contes, les récits, les masques.

Depuis des générations, les populations rurales font appel à la tradition orale et des modes traditionnels pour le divertissement et le partage du savoir et des informations. Ces moyens jouent un rôle important dans l'apprentissage, l'évolution des comportements et la participation des populations à la vie communautaire.

Quant à la radio, elle s'impose comme l'un des moyens les plus puissants d'information et de communication en zone rurale. Vecteur d'éducation, de sensibilisation, d'acquisition de

connaissance, outil pour influencer sur la dynamique des rapports sociaux et traiter des inégalités sociales, la radio demeure un moyen accessible à tous. Sa miniaturisation en fait un atout majeur. Elle est de toutes les formes et facile à porter. Le transistor fonctionne avec de petites batteries appelées communément piles. Ce mode d'alimentation qui ne requiert aucune disposition particulière est une de ses caractéristiques majeures. A cela il faut ajouter son faible coût d'achat. Ainsi, la radio dans le cadre du développement durable permettra la diffusion des informations partout dans la communauté et dans la langue du terroir. Son rôle est de faire prendre conscience de l'utilité de l'information sur les principes du développement durable, de favoriser sa diffusion et l'échange entre les différents acteurs concernés par le développement. Les populations se sont approprié cet instrument de communication et d'information à leur portée.

« Cette appropriation des radios de proximité par les sociétés africaines présente, avec des aspects variables, des traits communs: participation des auditeurs à la vie de la radio, espace commun à la production des émissions et à leur réception, le plus souvent dans la langue habituelle des auditeurs, la radio constituant le moyen d'expression d'une communauté et pas seulement un moyen d'expression pour la communauté. » (André Tudesq: 2009)

Avec le développement des infrastructures, la télévision pénètre aujourd'hui dans certaines zones rurales. Elle allie l'image et le son. Ces caractéristiques lui donne d'être un moyen de communication très efficace. La télévision retient l'attention des populations sur des thèmes liés à leur environnement. Elle permettra de présenter au milieu rural les aspects positifs du développement durable avec des images fortes et persuasives. A ce propos, les populations pourront participer à des émissions sur leur environnement.

A l'image de la télévision, des films vidéo peuvent être conçues avec les populations rurales et pour les populations rurales. Ces films auront l'avantage d'être réalisés dans l'environnement immédiat des ruraux. Ils peuvent toucher directement du doigt leur quotidien dans la sensibilisation au développement durable dans toute sa diversité. Précieux pour le travail de groupe, le support vidéo est un outil de motivation. Il renforce la confiance en soi et favorise l'autonomisation des acteurs.

Les Tic ont également fait leur apparition dans des localités connectées au réseau national de télécommunication. Le manque d'infrastructure et de ressources dans les zones rurales détermine souvent un accès limité aux TIC, ce qui n'empêche pas les acteurs locaux de manifester des usages spontanés des technologies dans la mesure du possible. Le téléphone

portable, par exemple, est de plus en plus présent dans les zones rurales. Ce moyen de communication utilisé dans nos villages pourrait être très efficace pour l'information et la sensibilisation des acteurs ruraux aux principes du développement durable. Leur formation à la pratique de cet outil s'avère nécessaire. Quant à l'internet, son usage n'est pas si développée, car les services qui y sont proposés sont difficiles à atteindre et le coût de la connexion est prohibitif. Le PNUD dans son rapport de 1999 relève les écarts suivants en matière de connexion à Internet en 1998: l'Afrique compte 13% de la population mondiale et moins de 1% d'internautes; les pays industrialisés représentent moins de 15% de la population mondiale mais 88% des internautes.

Conclusion

La communication pour le développement trouve désormais dans le développement durable son objet d'étude. Il s'agit, dans le cadre du développement du monde rural de vulgariser les principes du développement durable afin d'inscrire les paysans dans cette vision qui consiste à poser des actes individuels dont les conséquences ont une répercussion mondiale. Le développement durable, au-delà des grandes théories, invite dès lors, chaque être humain à travailler pour la protection de son environnement et pour l'utilisation raisonnée des ressources naturelles et surtout pour l'amélioration de ses conditions de vie. C'est pourquoi, il est important de donner au monde rural, les outils de son propre épanouissement dans ce monde où la vision est désormais globale. Car, pour résoudre les problèmes que sont l'intensification actuelle de l'agriculture, la désertification des zones déshéritées et la pollution de l'environnement, le milieu rural doit s'armer, surtout pour répondre aux défis du développement durable tout en posant des actes positifs dans son environnement immédiat.

Bibliographie

AMAT-ROZE Jeanne Marie (2003), *l'infection à VIH/sida en Afrique subsaharienne, propos géographiques* in Hérodote, revue de géographie et de géopolitique, la découverte, Paris, 162 p.

AUBERTIN Catherine et VIVIEN Franck-Dominique (dir.) (2006), *Le développement durable : enjeux politiques, économiques et sociaux*, La Documentation française, Paris, 303 p.

BOUQUET Pierre (2008), *Ma commune à l'école du développement durable*, Chronique sociale, Lyon, 155 p.

- BRUNDTLAND *Gro Harlem (1998), Notre avenir à tous*, Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, p.51
- COHEN-BACRIE Bruno (2006), *Communiquer efficacement sur le développement durable : De l'entreprise citoyennes aux collectivités durables*, Editions Demos, Paris, 134 p.
- DEPRAZ Samuel (2008), *Géographie des espaces naturels protégés*, Armand Colin, Paris.
- DESCRE Dumont, R., Reboul, C., Mazoyer, M. (1981) *Pauvreté et inégalités rurales en Afrique de l'Ouest francophone*, Genève, BIT, 45 p.
- DOUG McKenzie-Mohr (1999), *Introduction au marketing socio-communautaire* (éducation pour le développement durable de la série) 1er (premier) Edition par McKenzie-Mohr, Doug Smith, William publié par New Society Publishers.
- DUPRE, G. Sous la direction de (1991), *Savoirs paysans et développement*, Paris, Karthala, 527 p.
- DUPRIEZ, H. (1982), *Paysans d'Afrique Noire*, Editions en association avec CTA, L'HARMATTAN, APICA, ENDA, Nivelles, Belgique, 256 p.
- FAO (2005), *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Éradiquer la faim dans le monde pour réaliser les objectifs du millénaire pour le développement*, FAO, Rome, 60 p.
- FAO (2005), *L'irrigation en Afrique en chiffres*. Enquêtes Aquastat, FAO, Rome, 111 p.
- FAO (2003), *Étude prospective du secteur forestier en Afrique*. Rapport sous-régional Afrique de l'Ouest, FAO, 25 p.
- FREIRE P. (1977), *The Pedagogy of the Oppressed*, New York, Continuum, 156 p.
- FREIRE P. (2013), *Pédagogie de l'autonomie*, Toulouse, Editions Erès, 166 p.
- KONE (H) et HABIB (S), 1995, *La communication pour le développement durable en Afrique*, Abidjan, Editions PUCI, 469 p.
- LAZAREV, G., Aras, M. (2002), *Développement local et communautés rurales : approches et instruments pour une dynamique de concertation*, Paris, Karthala, 368 p.
- LE GOUIS Michel (1994), *Approches pour un développement durable en milieu rural* in Plaza P. (ed.). La vulgarisation, composante du développement agricole et rural : actes du séminaire de Grenade Montpellier: CIHEAM Cahiers Options Méditerranéennes, 376 p.
- LEVEQUE Christian et SCIAMA Yves, (2008), *Développement durable, Nouveau bilan*, Dunod, Paris, 258 p.
- MANCEBO François, (2008), *Développement durable*, Armand Colin, Paris, 124 p.
- NATIONS Unies (1972), *Conférence des Nations Unies sur l'environnement*, à Stockholm du 5 au 16 juin.

MAO, T. (1967), *Citations du président Mao Tsé-toung*, Paris, Seuil, 187 p.

SACHS J (1997), *Sources de la croissance lente dans les économies africaines*, in journal of african économies, Afrique du Sud, 36 p.

SACHS, J.D. and A.M. Warner (1995), "*Economic Reform and the Process of Global Integration*," Brookings Papers on Economic Activity, 118 p.

TUDESQ André-Jean (2009), *Médias et transfert de modèles, les radios de proximité en Afrique sub-saharienne*, groupe de recherches et d'études sur la radio (GRER), Paris, 12 p.

VERET Yvette (dir.) (2005), *Le développement durable : approches plurielles*, Hatier, Paris, 288 p.

WACKERMANN Gabriel (dir.) (2008), *Le développement durable*, Ellipses, Paris, 496 p.

YVES Lenoir et Arturo Ornelas Lizardi (2007), *le concept de situation existentielle chez Paulo Freire au cœur d'une pédagogie critique et émancipatoire*, faculté d'éducation, université de Sherbrooke, 34 p.